



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 45 – Edition du 21 septembre 2023

1

Brèves à dimension régionale

- Accord sur la détermination d'un quota concernant les importations de tournesol ukrainien
- MoU bulgare-hongrois relatif aux livraisons de GNL
- Olympus annonce un investissement de 40 M€

Bulgarie

- Inflation annuelle de 7,7 % en août 2023
- Réduction annuelle du déficit commercial des biens au premier semestre 2023
- Excédent du compte courant de 1,1 % du PIB et flux nets d'IDE de 2,2 % du PIB pour janvier à juillet 2023
- Entretien du Premier ministre avec les travailleurs des régions charbonnières

LE CHIFFRE A RETENIR : 700 M€

*L'IMPACT DIRECT EN PERTE DE PIB
DES INONDATIONS EN THESSALIE
SELON EUROBANK*

Chypre

- Réduction du taux d'imposition des revenus d'intérêts, qui passera de 30% à 17%
- Prolongation de six mois du régime de TVA zéro sur les produits de première nécessité
- Hausse de +3,1% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en août 2023, après +2,4% en juillet
- Le déficit du commerce extérieur atteint 3,73 Md € sur les cinq premiers mois de l'année (13,8 % du PIB)
- Au cours du mois d'août, 511 387 touristes ont visité Chypre, en progression de +13,4 % sur un an

Grèce

- Exécution budgétaire janvier-août 2023
- L'agence de notation Moody's a relevé de deux crans la note souveraine de la Grèce
- De nouvelles mesures pour lutter contre le changement climatique et l'inflation
- L'impact direct sur l'économie grecque de la catastrophe naturelle en Thessalie est estimé à environ 700 M€ de perte de PIB
- Les trois candidatures à la Construction et Concession du tronçon, La Canée-Hersonissos, de l'axe routier Nord sur l'île de Crète (BOAK) ont été retenues

Roumanie

- Le déficit courant roumain a reculé depuis le début de l'année
- Le gouvernement roumain présente un projet de loi visant à réduire le déficit budgétaire
- Le secteur bancaire maintient sa solidité au premier semestre
- Le gouvernement canadien offre un financement pour la construction de 2 nouveaux réacteurs nucléaires

Brèves à dimension régionale

Accord sur la détermination d'un quota concernant les importations de tournesol ukrainien. La Bulgarie autorisera l'importation de tournesol en provenance d'Ukraine une fois que les agriculteurs et les transformateurs bulgares de tournesol se seront mis d'accord sur les quantités exactes à importer compte tenu des besoins des transformateurs, l'objectif étant de garantir la production d'huile tout en utilisant prioritairement du tournesol bulgare. Cette décision a été prise lors d'un entretien [le 19 septembre](#) entre les agriculteurs bulgares et le Premier ministre auquel participaient les ministres des Finances et de l'Agriculture et de l'alimentation. Le Premier ministre bulgare informera son homologue ukrainien de cette décision (il n'y a pas de limite de temps prévue pour trouver le quota). Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à accélérer le paiement d'une aide de l'Etat (de 213 M BGN, soit 109 M €, prévue dans le budget 2023), d'ici la fin septembre, aux producteurs agricoles en vue de remédier à l'impact négatif de la guerre en Ukraine. Pour cela, le gouvernement, [le 20 septembre](#), a approuvé le versement de 63 M BGN au Fonds national « Agriculture » pour les producteurs agricoles qui gère les aides aux agriculteurs.

MoU bulgaro-hongrois relatif aux livraisons de GNL. Un protocole d'accord et de coopération (MoU) d'une durée de trois ans [a été signé](#) entre la compagnie publique bulgare Bulgargaz et l'entreprise hongroise MVM CEEnergy dans le domaine de l'approvisionnement et du commerce de gaz naturel liquéfié, afin d'assurer la sécurité et la diversification des sources et des itinéraires du GNL. D'après le texte du MoU, le GNL doit provenir de pays sans sanctions, embargos ou restrictions commerciales. Il est également envisagé de procéder à des achats groupés de GNL via la plateforme AggregateEU.

Olympus annonce un investissement de 40 M€ afin de construire un nouveau centre logistique à proximité de Brasov. Le producteur laitier grec, filiale du groupe Hellenic Dairies et présent en Roumanie via la marque *Brasov Milk Factory*, se dotera d'un entrepôt frigorifique d'une capacité de 32 000 palettes afin de desservir plus efficacement le marché roumain, mais aussi les marchés français, allemand, italien, bulgare et serbe. Ce nouveau site doit être progressivement mis en service à partir de janvier 2024.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Inflation annuelle de 7,7 % en août 2023. Selon [les données](#) de l'Institut national statistique (INS), l'inflation (Indice des prix à la consommation, IPC) annuelle en août 2023 par rapport à août 2022 est de 7,7 %, après 8,5 % en g.a. en juillet et 8,7 % en g.a. en juin 2023. En août 2023, les prix dans le domaine de la santé ont augmenté de 14 % en g.a. et ceux de la rubrique « Hôtellerie et restauration » de 13,7 % en g.a. Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 12,3 % en g.a. En revanche, ceux de la rubrique « Transports » ont diminué de 4,2 % en g.a. En août 2023, l'inflation mensuelle a été de 0,4 %.



Par ailleurs, l'inflation (Indice des prix à la consommation harmonisé IPCH, en moyenne annuelle) est de 13,4 % pour la période septembre 2022 - août 2023 par rapport à la période septembre 2021 - août 2022.

Réduction annuelle du déficit commercial des biens au premier semestre 2023. Selon [les données préliminaires](#) de l'INS, les exportations de biens se sont élevées à 22,3 Md € au premier semestre 2023, soit une baisse annuelle de 4 %. Les importations ont atteint 24,6 Md € soit une diminution de 7,4 % en g.a. Le déficit commercial a baissé de -3,3 Md € au S1 2022 à -2,3 Md € un an plus tard. Au premier semestre 2023, les exportations bulgares en France se sont élevées à 757 M€ (soit une baisse de 8,9 % en g.a.) et les importations bulgares en provenance de la France à 676,6 M€ (soit une hausse de 11,8 % en g.a.). Le solde commercial bulgare vis-à-vis de la France est passé de 225,6 M€ au S1 2022 à 80,3 M€ un an plus tard.

Excédent du compte courant de 1,1 % du PIB et flux nets d'IDE de 2,2 % du PIB pour la période de janvier à juillet 2023. Selon [les données](#) préliminaires de la Banque centrale, la Bulgarie a enregistré un excédent du compte courant de 1,1 Md € (1,1 % du PIB) pour la période janvier-juillet 2023, contre un déficit de 280,8 M€ au cours de la même période de l'année précédente, surtout grâce au solde des services qui a augmenté de 2,7 Md € à 3,6 Md €. [Les flux](#) nets d'IDE en Bulgarie au cours de la période janvier-juillet 2023 se sont élevés à 2,1 Md € (2,2 % du PIB), contre 1,6 Md € (1,8 % du PIB) au cours de la même période de l'année précédente, principalement en raison de la hausse du réinvestissement des bénéfices de 292,3 M€.

Enjeux sectoriels et thématiques

Entretien du Premier ministre avec les travailleurs des régions charbonnières. Après les protestations du 19 septembre des travailleurs dans les mines et les centrales à charbon, organisées par les syndicats KNCB et Podkrepa et [un entretien](#) du Premier ministre Denkov avec les représentants des protestataires, un accord relatif à la transition juste des régions à charbon sera signé entre le gouvernement et les syndicats. Cet accord comprendra la création d'un opérateur en charge de la conversion des régions à charbon (des consultations avec la Commission européenne à ce sujet étant prévues après la mi-octobre) et la création d'un parc industriel sur financement assuré par le Fonds de transition juste. L'accord devrait prévoir également l'élaboration d'un plan sur le développement du complexe Maritza Iztok.

Consultations publiques sur le projet de stratégie de gestion du combustible nucléaire usé et sur l'impact environnemental. Le ministère de l'Energie a ouvert [le 19 septembre](#) des consultations publiques sur le projet de « Stratégie actualisée de gestion du combustible nucléaire usé et des déchets radioactifs – Programme national conformément à la directive 2011/70/Euratom » et sur le rapport d'évaluation environnementale du projet de stratégie et ses annexes. Les consultations dureront jusqu'au 18.10.2023. La stratégie couvre toutes les étapes du cycle de vie des installations nucléaires et l'application des technologies modernes pour la gestion des déchets radioactifs tout en maintenant un niveau élevé de sûreté nucléaire et de radioprotection. Le projet de stratégie actualisée doit être approuvée par le Conseil des ministres d'ici juin 2024.

Chypre

Macroéconomie et finances

Réduction du taux d'imposition des revenus d'intérêts, qui passera de 30% à 17%. Le 13 septembre dernier, le [Conseil des Ministres](#) a entériné cette décision, qui doit permettre d'augmenter les revenus des épargnants chypriotes, ménages et entreprises, alors que ceux-ci subissent les conséquences de l'inflation et de la remontée des taux d'intérêt. L'impact fiscal de cette mesure est estimé à environ 16 M€. Parallèlement, le [ministre des finances Makis Keravnos](#) a une nouvelle fois plaidé en faveur d'une augmentation des taux de rémunération des dépôts fixés par les banques de l'île.

Le gouvernement chypriote a également décidé de prolonger de six mois le régime de TVA zéro sur les produits de première nécessité. Pour rappel, cet abaissement temporaire de la TVA, qui concerne le pain, le lait, les œufs, les aliments pour bébés, les couches et les produits d'hygiène féminine, devait prendre fin en octobre. Le [Ministre des Finances](#) précise en outre que le café et le sucre seront ajoutés à la liste des produits exemptés de TVA sur cette période.

Hausse de +3,1% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en août 2023, après +2,4% en juillet. Pour la première fois depuis un an et le pic atteint en juillet 2022 (+10,6% en g.a.), le taux de croissance des prix accélère par rapport au mois précédent. Celui-ci reste néanmoins à un niveau bien inférieur à l'inflation enregistrée en zone euro (+5,2% en août). L'inflation alimentaire hors alcool et tabac (+10,4% en g.a.) constitue la principale composante de l'IPCH, devançant les services d'hôtellerie-restauration (+5,6%), l'habillement (+3,6%) ou encore les biens d'équipement (+3,6%). La contribution du poste énergétique est en outre négative, à -7,6% sur un an. Par rapport au mois de juillet, l'indice des prix harmonisés progresse enfin significativement, à +1,1%.

Le déficit du commerce extérieur atteint 3,73 Md € sur les cinq premiers mois de l'année (13,8% du PIB), en hausse de 28,3% sur un an. [Selon les données provisoires de CYSTAT](#), les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +3,9% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 1,62 Md € sur la période. Les importations ont en revanche crû fortement (+19,8% à 5,36 Md €). Ce bond est principalement lié à la hausse spectaculaire des transferts de propriété économique de navires en janvier 2023, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Sur le seul mois de mai, les importations chutent de -16,4%, à 974 M€, tandis que les exportations se contractent également de -14,8% pour s'établir à 371 M€. Le déficit mensuel atteint ainsi 603 M€ (2,2% du PIB), en baisse de -17,4% sur un an.

Enjeux sectoriels et thématiques

Au cours du mois d'août, 511 387 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +13,4% sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (35,9% des entrées), Israël (14,9%), la Pologne (5,8%), l'Allemagne (4,5%) et la Suède (3,6%). Sur les 8 premiers mois de l'année, les arrivées touristiques (2,65 M) sont en outre en hausse de 24,5% par rapport à 2022.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-août 2023 (données provisoires): le déficit budgétaire s'est élevé à 103 M€, contre un objectif de déficit de 2,426 Md€ prévu au titre de la loi de finances 2023 et contre un déficit de 4,105 Md€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 5,585 Md€ est constaté, contre un objectif d'excédent primaire de 2,314 Md€ et un excédent primaire de 19 M€ sur la même période 2022.

Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 43,105 Md€, en hausse de 47 M€ (+0,1%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en raison notamment de la hausse des recettes fiscales (39,911 Md€, +9,4%) et le transfert d'environ 603 M€ à la Grèce dans le cadre de l'accord sur les actifs financiers nets (ANFA), montant non prévu dans le budget 2023. Les recettes futures devraient être par ailleurs stimulées par le versement de la concession de l'autoroute Egnatia (1,5 Md€) et le prochain décaissement du Fonds de relance et de résilience (1,72 Md€). Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,35 Md€, en baisse de 990 M€ par rapport à l'objectif (3,34 Md€). Les dépenses atteignent 43,207 Md€, en baisse de 2,276 Md€ par rapport à l'objectif (45,483 Md€) prévu dans la loi de finances 2023, ainsi qu'en baisse de 130 M€ par rapport à la même période 2022.

Par ailleurs, le Ministère grec de l'économie et des finances indique que :

- i) le Parlement hellénique a d'ores et déjà approuvé un premier budget supplémentaire, prévoyant 700 M€ de dépenses additionnelles à exécuter dans l'année (*market pass*, *youth pass*, coût des élections locales) ;
- ii) un deuxième budget supplémentaire de 600 M€ est prévu pour les premières indemnités dues aux incendies ;
- iii) le coût des mesures du PM Mitsotakis annoncées à la Foire de Thessalonique (dont notamment hausse des retraites, *market pass* pour les régions touchées par les catastrophes naturelles, allocation de chauffage) sont estimées à environ 400 M€. Le Budget des administrations publiques sera également alourdi par les conséquences économiques provoquées par la tempête Daniel, selon les autorités grecques ([Ministère de l'Economie nationale et des Finances](#)).

L'agence de notation Moody's a relevé de deux crans la note souveraine de la Grèce, la faisant passer de "Ba3" à "Ba1", à un cran de la catégorie « investissement ». La perspective est révisée de « positive » à "stable". « L'économie, les institutions et le système bancaire grecs font l'objet de profondes réformes structurelles qui soutiendront la poursuite de l'amélioration substantielle des indicateurs de crédit et la résistance aux chocs potentiels futurs », souligne l'agence, ajoutant que la majorité parlementaire de la Nouvelle Démocratie après les dernières élections législatives juin assure un degré élevé de stabilité politique et fiscale pour les quatre prochaines années, ce qui favorise la poursuite de la mise en œuvre des réformes et l'élaboration de nouvelles ». Moody's s'attend à une réduction encore plus rapide de la charge de la dette souveraine, qui devrait tomber à près de 150 % du PIB dès l'année prochaine, selon ses estimations.

De nouvelles mesures pour lutter contre le changement climatique et l'inflation, ont été annoncées par le [PM Mitsotakis à l'occasion de son discours annuel de rentrée à la Foire de Thessalonique](#). M. Mitsotakis a développé une stratégie en trois axes :

- i) modification du modèle de protection civile et des réformes structurelles dans ce sens, dont notamment le renforcement du rôle de l'armée dans la lutte contre les conséquences des catastrophes naturelles ;
- ii) accélération des réformes relatives à la modernisation de l'État, notamment dans les secteurs de la santé (mise à niveau des hôpitaux) et de la justice (**accélération de l'attribution de justice** administrative) ;
- iii) des aides financière accordées a) aux collectivités locales et victimes des catastrophes naturelles, dont notamment une augmentation (600M€) de la réserve spéciale allouée à la lutte contre les effets du changement climatique de 2024, financée par l'augmentation d'une taxe d'occupation des hôtels de luxe et b) à certaines catégories sociales, dont notamment une augmentation de 8% du revenu minimum garanti à partir de décembre 2023 ;
- iv) une hausse du salaire minimum à partir d'avril 2024 et des abattements fiscaux pour certaines catégories de retraités et des familles avec enfants.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'impact direct sur l'économie grecque de la catastrophe naturelle en Thessalie est estimé à environ 700 M€ de perte de PIB, selon une [étude de Eurobank](#), qui souligne toutefois la difficulté d'évaluer l'étendue exacte de cette catastrophe en l'absence d'informations suffisantes. Sans donner une estimation chiffrée, la catastrophe entraînerait aussi une **hausse de l'inflation** (prévision actuelle du Gouvernement à 4,3 % pour l'exercice 2023), en particulier pour les denrées alimentaires, les pénuries de biens et de services -en raison de la perte de la production et des dégâts dans les infrastructures - accentuant la pression de la demande. Un **impact négatif sur le compte courant** est aussi attendu, la perte de la production notamment des produits agricoles, devant être remplacée par des importations. **L'impact budgétaire** devrait être limité cette année, grâce notamment à l'utilisation de fonds européens et ne devrait pas avoir d'impact sur la cible d'excédent primaire de 0,7 % cette année compte tenu de la surperformance budgétaire enregistrée jusqu'à présent et de la volonté de l'Union européenne de fournir une aide au pays pouvant aller jusqu'à 2,5 Mds€.

Les trois candidatures à la Construction et Concession du tronçon, La Canée-Hersonissos, de l'axe routier Nord sur l'île de Crète (BOAK) ont été retenues par le ministère des Infrastructures et des Transports (pouvoir adjudicateur) , pour la deuxième phase (offres techniques) de l'appel d'offres, selon des informations de la presse grecque. Les 3 groupements en lice pour ce projet de 1,75 Md€ sont les suivants : i) AVAX-EGIS-MERIDIAM, ii) GEK TERNA et iii) AKTOR Cconcessions-MYTILINEOS.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le déficit courant roumain a reculé depuis le début de l'année, à -11,9 Md €. Le déficit du compte courant a diminué de -21,8 % entre janvier et juillet grâce notamment à la réduction du déficit commercial (à -7,1 Md €). Sur cette période, le déficit de la balance des biens a diminué de -13,2 % alors que l'excédent de la balance des services s'est accru de +24,7 %, pour atteindre 8,4 Md €. Le secteur tertiaire profite notamment de la croissance du tourisme et du développement continu du secteur IT & C dans le pays. En revanche, le déficit de la balance des revenus primaires s'est creusé et atteint -

5,5 Md €. Les Investissements Directs Etrangers ont notamment reculé de -29,0 % (à 4,3 Md €), après le niveau record enregistré en 2022.

Le gouvernement présente un projet de loi visant à réduire le déficit budgétaire, comportant de nombreuses dispositions visant à réduire les dépenses budgétaires et à [accroître les recettes fiscales](#).

Le projet de loi prévoit notamment :

- i) l'imposition d'une taxe de 1% sur le chiffre d'affaires des banques,
- ii) un impôt de 1 à 3 % sur le bénéfice des micro-entreprises,
- iii) une hausse du taux réduit de la TVA à 9% (contre 5% actuellement),
- iv) l'augmentation des droits d'accises sur le tabac, l'alcool et les produits sucrés et
- v) le plafonnement de l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs de nombreux secteurs (IT, construction, agriculture...) à 10 000 RON par mois à partir de 2028.

Le gouvernement envisage également de diminuer ses dépenses, notamment en réduisant le nombre de haut-fonctionnaires et de cadres de l'administration ainsi que ses dépenses courantes.

Le secteur bancaire maintient sa solidité au premier semestre, malgré le ralentissement de l'économie et la persistance d'un taux d'intérêt directeur élevé. Les indicateurs prudentiels sont toujours supérieurs aux moyennes et recommandations européennes. Au T2, le ratio CET1 a progressé de +0,9 pp, à [19,2 %](#), alors que le ratio de couverture de liquidité se maintient à un haut niveau (234,9 %). Le portefeuille de prêt des banques roumaines est d'une grande qualité, avec un ratio de prêts non-performants limité à 2,68 %. Cela a permis aux établissements de s'assurer une rentabilité croissante, illustrée par un *Return Of Assets* (1,9 %) et un *Return of Equity* (21,1 %) supérieurs aux niveaux de 2022.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le gouvernement canadien offre un financement, à hauteur de [2,1 Md €](#), pour la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires à Cernavoda, à Nuclearelectrica ainsi qu'à sa filiale Energonuclear. L'opération pourrait couvrir près de 30 % des besoins financiers du projet, estimé à plus de 7 Md €. Les réacteurs 3 et 4 de Cernavoda, d'une puissance totale de 1 400 MWh, devront adopter la technologie CANDU-6 (*Canada Deuterium Uranium*). Le développement des capacités nucléaires du pays vise à remplacer les centrales thermiques à charbon, qui doivent cesser leurs activités à l'horizon 2032, tout en réduisant la dépendance énergétique du pays aux énergies fossiles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr